

traies à la circulaire du ministre des cultes, et qu'en secret ils ne voulaient rien moins que renverser la République. *L'Union franco-comtoise*, faisant remarquer que depuis cinquante ans ce qui manque à l'église c'est la liberté, prend en ces termes la défense des citoyens prêtres :

« Organe de la vérité, le prêtre se demande si l'assemblée nouvelle établira des lois justes, libérales, pour que la doctrine catholique ait, comme tous les systèmes philosophiques qui lui sont opposés, la liberté de se produire, de se conserver et de se développer. »

« Les prêtres ont les mêmes droits que les citoyens laïques. Ils peuvent avoir telle opinion qui leur plaît, appartenir à tous les partis, selon qu'ils jugent le plus utile à notre pays. Leur caractère de prêtre ne leur ravit pas le titre de citoyen. »

« Ne revenons pas aux suspects; respectons la liberté de tous les citoyens, à quelque classe que ces citoyens appartiennent, si nous ne voulons point que la révolution de Février ne soit pas une déception plus amère que toutes celles qui l'ont précédée. »

Liberté, égalité, fraternité, tels sont les principes républicains. Toutes les fois que les prêtres ne s'écarteront pas de ces doctrines que Jésus-Christ leur a prêchées, qui sont la base du christianisme, nous serons avec eux, ils seront avec nous. Nous n'avons pas d'arrière-pensée. Nous agissons toujours au grand jour, ils le savent; mais avec nous le mensonge et son prophète *Tartufe* sont sévèrement punis.

Lorsque les vieilles sociétés se brisent et qu'il faut avec leur poussière édifier un ordre social nouveau, les grands architectes de l'humanité, les hommes de génie cherchent avec soin dans les débris les germes féconds qui s'y rencontrent et les développent par leur souffle créateur; quant aux hommes médiocres, ils passent et n'aperçoivent rien.

Dans ces temps où les ruines s'accumulent, où le Verbe créateur n'apparaît nulle part, on n'a pas aperçu au milieu des décombres un phénomène économique dont on pouvait tirer un immense parti : c'étaient les banquiers qui venaient supplier l'Etat de se mettre en leur lieu et place, c'étaient les négociants priant aussi le Gouvernement de prendre leurs marchandises et de les vendre pour eux.

On voit tout d'abord le parti qu'on pouvait tirer d'une telle proposition.

Ces hommes qui dépouillaient leur avenir pour sortir d'un embarras présent, qui donc empêchaient de les accueillir et de les traiter comme ils le demandaient eux-mêmes, en substituant une fonction nationale à leur action individuelle?

Si le ministre du commerce, que cela regardait, et non le ministre des finances, qui a bien assez d'affaires à traiter sans faire la besogne de ses collègues, si, dis-je, le ministre avait compris tout le parti qu'on pouvait tirer dans l'avenir du comptoir d'escompte et d'un comptoir de consignation, il pouvait, sans froisser personne, créer deux magnifiques administrations dont l'une eût été chargée de toutes les fonctions dévolues aux banquiers et dont l'autre eût centralisé dans ses mains tout le commerce de la France : deux conquêtes immenses qui eussent été accomplies aux applaudissements de ceux mêmes qu'elle dépouillait, tant était favorable la situation.

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait? On a pris quelques mesures transitoires qui ne sauveront personne et qui ne pourront donner aucun résultat sérieux.

Lorsqu'on découvre aux hommes qui se disent *hommes pratiques*, *hommes d'affaires*, des horizons de quelque étendue, ils s'effrayent et ferment les yeux; mais est-ce bien à de tels hommes qu'appartient la conduite des nations dans les temps marqués par la Providence pour leur transformation.

Nous désirons sincèrement ne pas contrarier l'action de ceux qui sont au pouvoir, car nous sommes convaincus qu'ils se dévouent de bonne foi au salut de la France; mais nous ne pouvons, à vrai dire, sans un sentiment pénible, voir quel triste rôle joue le ministère du commerce dans le grand travail de notre rénovation.

Et pourtant n'est-ce pas le ministère du commerce qui devrait prendre l'initiative de toutes les grandes mesures? Quand notre industrie se meurt, que la circulation s'arrête, que toutes les sources de la production se tarissent, comment, citoyen ministre, vous n'avez trouvé rien autre chose à faire, qu'une ordonnance sur la société d'agriculture? N'apercevez-vous pas les grandes choses qu'on attendait de vous?

Mais outre l'organisation nouvelle de la production que nous venons de vous signaler, ne voyez-vous pas quelles armes puissantes vous aviez en vos mains pour révolutionner le monde, briser à tout jamais les traités de 1815, et donner pacifiquement l'empire de l'Europe à la France.

En ce temps de miracles, où tout à coup la vieille Gaule reprenait sa grande initiative, tous les peuples se tournaient vers elle avec amour, ne devriez-vous pas, citoyen ministre, avoir déjà posé les bases d'une union douanière entre nous et les peuples qui entrent avec nous en communion de liberté? Vos agents, unis à ceux du ministre des affaires étrangères, ne devraient-ils pas parcourir la Suisse, l'Allemagne, l'Italie et y discuter les conditions d'un vaste traité de commerce et de douane qui fassent tomber toutes barrières entre les peuples devenus libres?

Ne savez-vous donc pas que le jour où tomberont ces barrières, le principe despotique russe et le principe aristocratique anglais seront du même coup frappés au cœur?

On vous accuse, citoyen ministre, d'aimer un peu trop les douceurs du repos. Si cela est, cédez donc à quelque autre un fardeau devenu trop lourd, car l'Europe attend de nous de grandes choses : elle nous pardonnerait de la faire trembler; malheur à nous si nous la faisons sourire.

« Nous espérons, dit le *Courrier français*, que le temps des gouverneurs militaires était fini pour l'Algérie. La nomination du général Changarnier nous rejette dans le doute. Nous avons dit sur ce général toute notre pensée : nous le croyons inacceptable comme administrateur et comme républicain. *La République* cherche aujourd'hui à le défendre; mais cet article ne répond point aux faits si graves qui se sont

passés pendant l'intérim du général Changarnier. On n'a pas osé les démentir. *La République* cherche d'ailleurs à pallier l'effet déplorable que produira cette nomination en la présentant comme une mesure de nécessité transitoire. Il faut, d'après ce journal, attendre que l'Assemblée nationale statue sur le sort de l'Algérie et l'incorpore à la France.

« Erreur grave! Que veut-on attendre encore? Que l'Algérie ait épuisé ses dernières forces et ses dernières espérances sous le joug exceptionnel des pouvoirs militaires? La République peut-elle hésiter à confondre dans l'unité nationale une terre que la royauté elle-même avait déclarée française, où s'agitent l'existence et les intérêts de cent mille de nos frères qui ont cherché à la féconder au péril de leur vie! »

Avec le *Courrier français*, nous trouvons le général Changarnier inacceptable comme administrateur et comme républicain. Si le Gouvernement provisoire veut s'éclaircir sur le caractère du nouveau gouverneur général qu'il a choisi, il peut le faire facilement : qu'il s'adresse aux officiers de l'armée française en Algérie.

On lit dans le *Garde national de Marseille* :

« La municipalité provisoire de Marseille renouvelle depuis quelques jours le personnel des agents de police. Bien que ces employés soient d'un ordre très-inférieur et que la modicité du traitement qui leur est alloué ne permette pas de choisir parmi des citoyens éclairés, on ne doit pas oublier cependant que leurs relations continuelles avec le peuple exigent impérieusement une grande moralité, une probité à toute épreuve chez les agents de police. De bons choix ont déjà été faits; il reste encore de nombreuses places à donner, nous dit-on : que la municipalité ne se laisse pas circonvenir par des hommes dont le passé ne répond pas de l'avenir. »

Nous applaudissons aux mesures prises à Marseille, et nous demandons que dans tous les services administratifs de Paris et des départements il soit promptement fait une épuration qui débarrassera le Gouvernement de ces mauvais vouloir occultes, de cette aristocratie bureaucratique qui paralyse ou cherche à paralyser ses efforts pour sa consolidation et la prospérité de notre République.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

Vu les décrets du Gouvernement provisoire en date des 8 et 15 de ce mois, concernant les élections d'officiers et sous-officiers de la garde nationale du département de la Seine;

Considérant que l'inscription de tous les citoyens de vingt à cinquante-cinq ans sur les contrôles de la garde nationale et le principe de l'élection directe proclamé par le Gouvernement provisoire, dans les décrets ci-dessus mentionnés, doivent être appliqués à toutes les gardes nationales de la République, et qu'il est nécessaire, en conséquence, de faire procéder à des élections générales d'après les mêmes bases et selon les mêmes dispositions réglementaires,

Arrête :

Art. 1^{er}. Tous les citoyens inscrits sur les contrôles de la garde nationale dans les départements autres que celui de la Seine sont appelés à procéder, à partir du jour qui sera fixé pour chaque département par le commissaire du Gouvernement chargé de l'administrer, à l'élection des colonels, lieutenants-colonels, chefs de bataillon, porte-drapeau, officiers, sous-officiers et caporaux des légions, bataillons ou escadrons et compagnies auxquels ils appartiennent.

Les élections devront être effectuées dans le courant du mois d'avril prochain.

Art. 2. Les compagnies actuellement existantes sous la dénomination de *grenadiers* et de *voltigeurs* sont supprimées, et les citoyens qui les composent seront immédiatement inscrits sur le contrôle de la compagnie au territoire de laquelle ils appartiennent par leur domicile.

Art. 3. Quel que soit l'effectif des gardes nationales inscrits au contrôle du service ordinaire, le nombre des compagnies par bataillon ne pourra s'élever au delà de huit ni descendre au-dessous de quatre.

Art. 4. Les escadrons ou subdivisions d'escadrons, les compagnies ou subdivisions de compagnies de cavalerie, d'artillerie, de sapeurs-pompiers et autres corps spéciaux continuent de rester en dehors de l'organisation des bataillons, conformément à ce qui est prescrit par l'art. 47 de la loi du 22 mars 1831.

ÉLECTIONS.

Hrt. 5. Il sera procédé ainsi qu'il suit aux élections :

§ 1^{er}. *Colonels et lieutenants-colonels.*

Les légions se réuniront d'abord par bataillons, divisés en sections, pour nommer : 1^o leur colonel, 2^o leur lieutenant-colonel.

Chacune de ces deux élections aura lieu au scrutin individuel et secret, et à la majorité absolue des suffrages.

§ 2. *Chefs de bataillon et porte-drapeau.*

Chaque bataillon procédera ensuite à l'élection de son chef ainsi que de son porte-drapeau.

L'élection de ces officiers se fera simultanément au scrutin individuel et secret, et à la majorité absolue, au moyen de deux urnes différentes.

Dans l'une seront déposés les bulletins pour le chef de bataillon.

Dans l'autre les bulletins pour la nomination du porte-drapeau.

§ 3. *Capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.*

L'élection des capitaines aura lieu par bulletins individuels ou par bulletins de liste, suivant que la compagnie aura un seul capitaine, ou un capitaine en premier et un capitaine en deuxième.

Dans ce dernier cas, les bulletins imprimés porteront la désignation suivante :

Capitaine en premier, le citoyen

Capitaine en deuxième, le citoyen

L'élection des lieutenants et sous-lieutenants aura lieu sur bulletins individuels ou sur bulletins de liste,

selon qu'il y aura un ou plusieurs officiers de ces grades à nommer.

Lorsqu'il y aura dans une compagnie deux ou plusieurs lieutenants ou sous-lieutenants, ils seront classés entre eux selon l'ordre des suffrages obtenus, à quelque tour de scrutin que l'élection ait eu lieu.

§ 4. *Sergents-majors, fourriers, sergents et caporaux.*

L'élection à ces divers grades aura lieu par trois scrutins successifs, à la majorité relative, sur bulletins de liste :

Un pour le sergent-major et le fourrier ;

Un pour les sergents ;

Un pour les caporaux.

Art. 6. Des officiers, dans chaque grade, ne pourront être élus à la majorité relative que si après un premier et un second tour de scrutin il existe encore des nominations à faire.

Dans ce cas, il sera procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats ayant obtenu le plus de suffrages au second tour de scrutin, en nombre double de celui des officiers restant à nommer.

Au cas où deux candidats auront obtenu le même nombre de voix, l'élection sera acquise au plus âgé.

CORPS SPÉCIAUX.

Art. 7. Les gardes nationaux des escadrons ou subdivisions d'escadrons de cavalerie, d'artillerie, et des compagnies ou subdivisions de compagnies de sapeurs-pompiers, marins et ouvriers marins, concourront :

1^o Avec tous les gardes nationaux de la légion à laquelle ils appartiennent, à l'élection du colonel et du lieutenant-colonel de ladite légion ;

2^o Avec tous les gardes nationaux du bataillon, soit communal, soit cantonal, dans la circonscription duquel ils se trouvent compris, à l'élection du chef et du porte-drapeau dudit bataillon.

Pour l'un et l'autre cas, ils se réuniront aux gardes nationales de la commune où ils sont respectivement domiciliés.

De plus, dans les localités où la garde nationale ne forme point un bataillon communal, et où les corps spéciaux ne se composent que de subdivisions, les gardes nationaux de ces corps spéciaux participeront individuellement, avec la compagnie dans la circonscription de laquelle ils sont domiciliés, à l'élection des officiers de la garde nationale communale, supérieurs en grade à ceux que leur assigne la force de leur effectif.

Ils procéderont ensuite, et selon les règles ci-dessus posées, aux élections que comporte leur cadre particulier.

NOMINATIONS.

§ 1^{er}. *Commandants supérieurs.*

Dans les villes où il sera reconnu nécessaire de nommer un commandant supérieur de la garde nationale, en conformité de l'art. 64 de la loi du 22 mars 1831, il sera pourvu à cet emploi par le ministre de l'intérieur ou par le commissaire du département, en vertu d'une délégation du ministre.

§ 2. *Officiers des conseils de discipline.*

Les officiers rapporteurs et les officiers secrétaires des conseils de discipline seront nommés dans la forme prescrite par l'art. 105 de la loi du 22 mars 1831.

§ 3. *Chirurgiens-majors ou aides-majors.*

Les chirurgiens-majors ou aides-majors seront nommés dans la forme prescrite par l'art. 38 de la loi précitée.

§ 4. *Majors et adjudants-majors.*

Les majors et adjudants-majors seront nommés par le commissaire du département sur une liste de candidats dressée par les commandants supérieurs ou par les chefs de corps.

§ 5. *Adjudants sous-officiers.*

Les adjudants sous-officiers seront nommés par les commandants supérieurs ou chefs de corps.

Dispositions générales.

Art. 9. Les élections auront lieu conformément à l'art. 50 de la loi du 22 mars 1831, sous la présidence du maire ou de l'un de ses adjoints assisté de deux membres du conseil de recensement.

Si le nombre des sections excède celui des maires et adjoints, la présidence appartiendra, dans quelques-unes, à des membres du conseil de recensement délégués par le maire.

Le président ainsi désigné sera également assisté de deux membres du conseil de recensement.

Les membres du bureau choisiront le secrétaire de chaque assemblée ou section.

Art. 10. Les dispositions du présent arrêté ne seront point appliquées à l'égard des communes où déjà il a été procédé au renouvellement des officiers et sous-officiers de la garde nationale d'après les principes établis par le décret du 8 mars.

Paris, le 26 mars 1848.

LEDRU-ROLLIN.

Pour copie conforme :

Le chef de division,

HOGGER.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Le pantalon d'uniforme d'été pour toutes les gardes nationales de la République sera en buffine, chaîne et trame coton blanc parfait, conforme au type déposé au ministère de l'intérieur.

Le secrétaire général au département de l'intérieur est chargé du présent arrêté.

Le ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Le ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes arrête :

Art. 1^{er}. Un concours est ouvert pour la composition de chants nationaux destinés à être exécutés dans les fêtes publiques.

Art. 2. Les poètes et les musiciens sont invités à s'associer pour ces compositions, qui devront réunir les paroles et la musique.

Art. 3. Des médailles de bronze, décernées au nom de la République, et l'honneur de l'exécution dans les fêtes nationales, sont les seules récompenses offertes aux concurrents.

Art. 4. Les compositions devront être adressées au ministère de l'instruction publique avant le 20 avril prochain.

Art. 5. Un jury sera institué pour juger les ouvrages présentés.

Paris, le 27 mars 1848.

Le ministre provisoire au département de l'instruction publique,
CARNOT.

Par arrêté du 27 mars 1848, le sieur ex-comte Faye, maître des requêtes en service extraordinaire, est destitué.

Esprit des départements.

Elections. — Candidatures.

On lit dans le *Journal du Tarn* :

« Dans l'impossibilité de reproduire dans nos colonnes les nombreuses professions de foi publiées dans notre département, nous prenons le parti de ne faire aucune exception.

« Nous nous bornerons seulement à enregistrer ces documents qui posent d'une manière officielle les candidatures et reçoivent d'ailleurs une assez grande publicité par leur distribution.

« Quatre professions de foi ont été publiées à Albi ; ce sont, en suivant l'ordre de leur date, celles de MM. Juéry, Doat, d'Aragon et Gisclard.

« Castres est, en candidats, bien plus riche qu'Albi. On compte dans cet arrondissement : MM. Armand Guibbal, Alba-Lassource; Doms, avocat; Fourgassie-Vidal, maire de Castres; Ducros (Eugène); l'abbé Gaurel, vicaire à Brassac; Larroque, avocat; Frédéric Thomas, homme de lettres; Ducros, capitaine du génie en retraite; Cathala, docteur-médecin à Sorèze; L. Guibal, de Mazamet, et Borrel, de Sorèze.

« A Gaillac : MM. Rigal, de Tonnac et Fossé.

« A Lavaur : MM. de Voisins-Lavernière, Périllhou, maire, et Daguillon-Laselve. »

La Révolution a été faite par le peuple et pour le peuple : le *Journal du Tarn* publie dans cette liste des noms d'avocats, de médecins, de maires, de fonctionnaires ; nous ne voyons pas un nom d'ouvrier, pas un nom de travailleur ! Est-ce une erreur ou un oubli ?

Le *Journal de Cherbourg*, à l'occasion des élections prochaines, promet, comme organe des vœux et des intérêts du peuple, de publier une liste de quinze candidats tous républicains de vieille date : « Votre bon sens, dit-il, votre jugement doivent seuls vous guider dans le choix que vous avez à faire.

« Réunissez-vous donc, concertez-vous, et parmi les candidats qui vous seront proposés, choisissez ceux que vous avez toujours reconnus pour de vrais républicains, c'est-à-dire qui ont prouvé par leurs actes, sous le régime monarchique, alors qu'il y avait danger à le prouver, qu'ils voulaient la République, rien que la République. »

L'Actualité, journal démocratique de Montpellier, publie sa profession de foi :

« Les mots GIRONDINS et MONTAGNARDS semblaient il y a quinze jours à peine n'avoir plus de valeur réelle et n'être que de vieux termes sans signification, au moment où la formidable volonté du peuple venait d'éclater dans toute son énergie ; il n'y avait alors, en effet, que des RÉPUBLICAINS. Six mois se sont écoulés en moins de deux semaines ; la réaction des peurs, des mauvaises passions, des cupidités, des intrigues, se montre tête levée, insultant même par d'insolentes ironies la sublime devise de notre révolution. Il faut donc que la MONTAGNE, qui donna cette immortelle devise, et que la GIRONDE, qui voulut en faire périr la lettre et l'esprit, se dessinent nettement.

« Nous sommes MONTAGNARDS. Notre drapeau est planté ; nous ne l'abandonnerons point ! »

Le citoyen Gigaud, rédacteur en chef du *Finistère*, publie dans son journal deux lettres au ministre de l'intérieur qui méritent de fixer au plus haut point l'attention publique. Il paraîtrait que les juges de paix, les maires, les sous-préfets eux-mêmes, ne seraient pas encore destitués dans ce département. Le commissaire de la République agirait avec une lenteur déplorable : les villes seraient abandonnées aux conseils municipaux de l'ancien régime ; les campagnes n'auraient pas encore reçu d'impulsion républicaine et seraient travaillées par les menées réactionnaires. Les patriotes longtemps éprouvés, les journalistes, n'auraient rien acquis en influence dans les événements qui viennent de s'accomplir. Il n'existerait pas de sous-commissaires pour réchauffer ou pour créer l'opinion publique. Le citoyen Gigaud insiste pour que des délégués, ayant des fonctions gratuites ou salariées, sillonnent en tous sens ce département, pour qu'on publie des circulaires ; pour qu'on initie les citoyens aux connaissances qu'exige la situation nouvelle, dans les maisons communes, dans les chaires, etc. Que le Gouvernement se hâte donc de répondre à l'appel de cet homme de cœur !

Des citoyens gardes nationaux, Scordel, Vallée, Gélis, nous adressent une lettre que nous approuvons de tout point. Persuadés de l'influence que les élections de la garde nationale doivent exercer sur les élections de l'Assemblée nationale, ils pensent qu'il convient d'exiger une profession de foi de chaque candidat à n'importe quel grade. Cette profession de foi sera écrite sous sa dictée, en présence de sa compagnie, et portée sur le registre d'ordre confié à l'honneur du sergent-major.

Compte rendu des Clubs.

A partir de demain, mercredi 28 mars, le club de la Révolution, constitué pour faire suite à la commission primitive appelant tous les républicains éprouvés à la défense de la République, sera public et tiendra séance, de deux jours l'un, à huit heures du soir, au Palais-National, salle des Batailles.

— Le club de la Révolution adopte pour devise la formule sacramentelle : *Liberté, Egalité, Fraternité*.

Liberté, afin de consacrer dans le domaine des faits le droit naturel de l'homme, l'expansion la plus large de la pensée et du sentiment ;

Egalité, afin que chaque citoyen, mis ainsi en demeure de donner le dernier mot de son intelligence et de son cœur, fasse profiter la République et lui-même de tout ce qu'il aura trouvé de bon, de juste, de grand.

Fraternité, pour que les dissidences partielles qui pourraient naître apprennent à se ranger loyalement sous la loi sacrée de la souveraineté du peuple.

L'intelligence et le sentiment pris ainsi comme point de synthèse, le droit, le devoir, la justice forment la trilogie sociale sur laquelle tout s'appuie.

A ce point de vue, point de coteries, point de petites églises, mais l'unité.

Le club de la Révolution ainsi constitué est donc éminemment républicain et socialiste.

A toute opinion le droit de se produire, d'exposer sa valeur et sa force.

Au peuple souverain le droit suprême d'accepter ou de rejeter.

Exprimée de la sorte, loyalement établie, la loi devient pour tous sacrée ; tous lui doivent obéissance.

Le club de la Révolution a donné la sanction à l'idée première en réunissant en comité révolutionnaire pour les élections générales les délégués ad hoc de tous les clubs de Paris, de la banlieue et des corporations d'ouvriers. Par le moyen du journal *la Commune de Paris*, *Moniteur des Clubs*, il se tient en rapport avec tous les départements français et avec l'étranger. De la sorte, la grande voix de Paris retentira partout, et Paris à son tour se fortifiera du sentiment républicain de la France et de ses amis à l'extérieur.

Le nombre des clubs représentés au comité Révolutionnaire par leurs délégués est de cent cinquante environ. La liste en sera bientôt publiée.

L'affiliation des clubs départementaux à la société centrale sera faite au moyen d'adhésions écrites adressées à la *Commune de Paris*, rue de Rivoli, 16, ou pour ceux qui l'aimeraient mieux, par des délégués en personne, auxquels est réservé le plus fraternel accueil.

— Le club des Hommes libres tiendra ses séances tous les jours, à sept heures du soir, au palais de l'Institut.

— Le Comité révolutionnaire, composé de tous les délégués des clubs, a tenu sa seconde séance hier, 28 mars. De graves questions y ont été débattues ; toutes les décisions ont été prises à l'unanimité des suffrages. Les ennemis occultes de la République (car aujourd'hui il s'en montre peu en évidence) seront sans doute bien peinés de l'accord qui règne entre ces amis dévoués et si éclairés de l'ère nouvelle. Nous les engageons, pour s'édifier, à venir au sein de cette assemblée ; ils y recevront une leçon qui leur profitera.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

Ordre du jour : Elections de la garde nationale.

Séance du 28 mars 1848. — Le procès-verbal de la séance du 26 mars est lu et adopté.

Le vice-président ouvre la séance et invite le citoyen Coppens, présenté comme chef de bataillon, à venir faire sa profession de foi. Ce dernier prend la parole : « Avant et depuis 1830 j'ai prouvé mon amour pour mon pays et la liberté ; par mes écrits, dans la *Vieille*, journal écrasé par les lois constitutionnelles ; par mes actes, en recevant chez moi les échappés de Doullens et de Sainte-Pélagie. »

La candidature est admise.

Les candidatures des citoyens Corally, au grade de chef de bataillon, et Bisset, à celui de capitaine d'état-major, sont ajournées, les candidats ne se trouvant pas dans l'assemblée.

Le citoyen Taveney vient éclairer l'assemblée sur les tendances anti-démocratiques et rétrogrades qui se manifestent dans plusieurs clubs du troisième arrondissement : « Ainsi, dit-il, on substitue au titre fraternel de citoyen celui de *moniteur*, et on pose à chaque instant cette question qu'il croit insidieuse : « Que ferez-vous le cas échéant où l'Assemblée nationale viendrait à décréter une autre forme de gouvernement que la République ? » — Le citoyen, interpellé par un membre de l'assemblée sur ce qu'il répondrait lui-même si on lui posait ainsi la question, dit qu'il prendrait de suite les armes contre l'Assemblée nationale. Invité par le vice-président à développer ses idées républicaines, le club se composant de francs démocrates, il entre dans beaucoup de développements qui prouvent son ardent amour pour ses frères et la sainte liberté, et qu'il est familier avec les grandes questions de socialisme. Le secrétaire croit être l'interprète du bureau en priant le citoyen Taveney de vouloir bien nous prêter un concours dans la grande et périlleuse croisade que nous allons avoir à soutenir contre les jésuites de la République.

Le vice-président propose de nommer une commission près des clubs des 2^e et 3^e arrondissements, à l'effet de relever les noms des candidats qui se présentent comme officiers supérieurs de la 2^e légion. Les citoyens Salomon, Allègre, Ch. Brand, sont nommés à cet effet.

La séance est close et remise au lendemain, 7 h. 1/2, à l'effet de terminer les élections de la garde nationale.

La société républicaine centrale, qui tient toujours ses séances rue Bergère, n'a point interrompu ses travaux aujourd'hui dimanche. On s'y était occupé hier des candidatures à l'Assemblée nationale pour le département de la Seine. La discussion a continué sur ce sujet. Entre autres noms qui ont obtenu presque l'unanimité des suffrages, nous citerons les citoyens Lamennais, Pierre Leroux, Jean Reynaud, Proudhon, Considérant, Xavier Durrieu, Henri Bonias, Auguste Blanqui, Barbès, Cabet, Martin Bernard, etc.

Le citoyen Morel (Reclor), ouvrier cordonnier, proposé pour candidat, expose lui-même, avec une remarquable clarté, ses principes politiques et socialistes. Cette candidature est accueillie avec faveur.

Albert, Arago, Louis Blanc.

Une discussion très-vive s'engage sur la candidature du citoyen Crémieux. On lui reproche d'avoir maintenu des magistrats ennemis de toutes les libertés.

Les candidatures des citoyens Dupont (de l'Eure) et Flocon sont adoptées par acclamations.

Le nom du citoyen Garnier-Pagès soulève un grand tumulte. On vote sur sa candidature. La première épreuve est déclarée douteuse. La séance est levée sans vote. Une grande agitation règne dans l'assemblée.

— Voici la circulaire du club de Ceret :

« Habitants de Ceret, nos concitoyens, nos frères, « Un club vient de s'organiser. Son principal but est la propagation des principes démocratiques tels que les entendent et les pratiquent les hommes sages et vertueux.

« Liberté pour tous, Egalité entre tous, Fraternité la plus cordiale. — Voilà ce que veulent les fondateurs de ce club ; c'est vous dire qu'il n'exclut aucun de leurs frères et que tous seront reçus à bras ouverts.

« Venez donc à nous, vous tous qui voulez la République dans toute sa pureté, qui voulez l'ordre dans la liberté, le respect des personnes et des propriétés, venez à nous ; apprenez à l'œuvre commun votre concours, associez-vous à vos concitoyens qui vous appellent de leurs vœux, et bientôt cette cité donnera l'exemple d'une seule famille marchant droit et ferme à la conservation des droits de l'homme inscrits en caractères ineffaçables en tête de nos constitutions.

« Vive la République ! »

(Journal des Pyrénées Orientales.)

— La Société populaire s'est réunie samedi dernier. Les citoyens s'étaient rendus en si grand nombre, que l'immense salle du Jeu de-Paume ne pouvait les contenir ; la foule reflua au dehors. Cet empressement est de bon augure. La vie politique commence à circuler au milieu de nous ; le temps presse, le jour approche, mais tout fait espérer que chacun sera prêt au grand acte d'où doivent dépendre les destinées de la nation.

Le citoyen Vidal lit un discours dans lequel il adresse d'excellents conseils aux citoyens ses frères. Il les engage, pour le salut de la République, à n'accorder leur confiance qu'à des hommes purs, désintéressés, franchement dévoués à la cause de la démocratie.

Le citoyen Fabregat pénètre dans la salle au moment où la séance est levée. De tous côtés on le presse de prendre la parole, et il doit céder au vœu général.

Dans une improvisation qui obtient l'assentiment de l'assemblée, il déclare qu'il sera toujours prêt à professer publiquement ses principes, et que s'il était vrai que l'opinion publique le désignât comme candidat à la députation, il viendrait ouvertement et devant tous exposer quelle serait sa ligne politique et comment il entendrait remplir le mandat qui lui serait confié.

(Journal de Béziers.)

CLUB POPULAIRE ET RÉPUBLICAIN D'AURILLAC.

Présidents honoraires, USSE et POMPIER.

Aux habitants du Cantal.

La France marchait vers un gouffre qui devait ensevelir et son nom et sa destinée.

Aucune force humaine ne semblait pouvoir retenir l'élan qui lui était imprimé ; il fallait que notre belle patrie s'effaçât de la liste des nations et abandonnât son rôle de civilisatrice pour ne laisser dans l'histoire que cette honteuse épitaphe : « Ci-gît la France, morte banqueroutière. » Citoyens, c'est au bord du gouffre que la République nous a arrêtés. — Voulez-vous aller en avant ? Voulez-vous que le torrent emporte votre sûreté personnelle, l'honneur de vos enfants, vos biens, votre maison ?...

Le bureau du club populaire républicain d'Aurillac vous engage, après les réflexions les plus mûres, à payer non-seulement les impôts établis, mais le supplément demandé par la République.

Les profondes réflexions qu'il a faites, l'examen sérieux de la situation financière auquel il s'est livré, lui permettent de vous donner l'assurance que ce sacrifice n'est que temporaire, et que l'année prochaine non-seulement le supplément d'impôt disparaîtra, mais qu'encore les impôts ordinaires seront largement diminués.

Une privation temporaire vous vaudra la sécurité.

Un habit de moins vous conserve une pièce de terre.

Un plaisir de moins vous assure la tranquillité de votre famille et de votre maison.

Une gêne de quelques jours donne à l'ouvrier du travail assuré ; au cultivateur, l'espérance de labourer la terre ; au rentier, l'assurance de rétablir le véritable cours des valeurs ;

A tous, la paix, l'empire des lois sociales et une patrie libre et grande.

Songez-y : devant vous et derrière vous un précipice qui ne peut être comblé que par des sacrifices ou l'anarchie. Les bons citoyens voudront les sacrifices ; les mauvais nous mèneront à l'anarchie.

Ce sera l'éternel honneur des premiers, l'éternelle honte des seconds. Dieu et l'histoire nous jugeront.

(Courrier du Cantal.)

Etranger.

PIÉMONT.

Turin, 23 mars. — On annonce la formation d'une armée d'observation dont le roi se réserve le commandement. La brigade de Savoie est partie de Gênes ; un régiment de la brigade de Cuneo est parti de Nice, un régiment de la brigade de Pignerol part de Turin, un régiment de la brigade de la garde le suit. Le régiment de la brigade de cavalerie de Gênes est en marche sur Alexandrie, et bientôt toute la cavalerie sera en ligne. Quatre batteries de campagne sont déjà en route vers la frontière, et bientôt l'artillerie à cheval suivra la cavalerie. On va former des bataillons de volontaires. L'armée est pleine d'ardeur.

(Gazette du Piémont.)

Proclamation du roi de Sardaigne. — Guerre contre l'Autriche.

« Charles-Albert, par la grace de Dieu, roi de Sardaigne, de Chypre et de Jérusalem, etc.

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie.

« Les destinées de l'Italie mûrissent ; un avenir plus heureux sourit aux intrépides défenseurs des droits foulés aux pieds.

« Nous, vos amis d'origine, qui comprenons le temps présent et qui faisons les mêmes vœux, nous procla-

mons les premiers l'unanime admiration que vous porte l'Italie.

« Peuples de la Lombardie et de la Vénétie, déjà nos armées se concentraient sur votre frontière quand vous avez devancé nos vœux par la délivrance du glorieux Milan. Nous venons maintenant vous offrir dans vos épreuves ultérieures l'assistance que le frère attend du frère et l'ami de l'ami.

« Nous secondons l'accomplissement de vos justes desirs, en nous fiant à l'aide de ce Dieu qui est visiblement avec nous, de ce Dieu qui a donné Pie IX à l'Italie, et qui, par sa merveilleuse impulsion, met l'Italie en état de se suffire à elle-même.

« Et, pour exprimer en signes éclatants et visibles le sentiment de l'union italienne, nous voulons que nos troupes, en entrant sur le territoire de la Lombardie et de la Vénétie, portent l'écu de Savoie sur la bannière tricolore italienne.

« Turin, 25 mars.

« CHARLES-ALBERT. »

HESSE.

Darmstadt. — Les républicains allemands préparent un manifeste adressé au premier parlement qui sera nommé par le peuple. Ils prétendent que la république démocratique est la forme de gouvernement qui assure le mieux les droits des individus et de l'Etat. Ils ajoutent qu'il y a contradiction à admettre l'égalité et la fraternité en confiant cependant un pouvoir à vie à un seul homme jouissant en outre d'autres privilèges. La souveraineté nationale peut seule conduire l'humanité à son but. Cette opinion n'est pas seulement fondée sur une théorie philosophique, mais elle est justifiée par l'histoire.

Les princes allemands savent qu'un parlement allemand, représentant les vœux du pays, leur donnera le coup de la mort, et il est naturel qu'ils s'efforcent, dans l'intérêt de leur pouvoir, de conserver leur position, sinon par violence, du moins par ruse; sinon par la menace, du moins par la flatterie. Malheur au peuple allemand s'il était vaincu ! L'échafaud prendrait la place de la prison, et on écraserait la tête à l'esprit que les *ci-devant grands de la terre* appellent un serpent. Le *Boersenhalle* les engage à rentrer dans la vie privée avec leurs biens considérables, et, ajoute-t-il, en cas de besoin le peuple allemand viendrait à leur secours.

POLOGNE.

Posen. — Dans une proclamation des Polonais aux Prussiens, on lit ce qui suit :

« Prussiens, le temps n'est plus où des baïonnettes gouvernaient le monde, et si votre esprit n'est pas tout à fait troublé par le mensonge perpétuel au milieu duquel vous vivez, dites à votre roi qu'il n'y a qu'un moyen de sauver son honneur et peut-être son trône, c'est de faire cesser l'injustice en vertu de laquelle il nous retient prisonniers. Il est temps encore de détourner une grande malédiction. Si vous n'agissez pas, vos enfants en seront victimes, car le mensonge ne saurait subsister devant la vérité. Le jour du jugement viendra; l'aurore de ce jour se montre déjà, et de nombreux symptômes l'annoncent. Prussiens ! Allemands ! nous vous conjurons de ne pas les méconnaître.

Ne vous laissez point diriger par la crainte et l'inquiétude, mais au contraire par la vérité et la justice. Il en résultera pour vous gloire, paix et force !

Cologne, 25 mars. — La nuit passée, 200 Polonais ont traversé notre ville pour rentrer dans leur pays. Comme tous les Polonais qui sont en France retourneront dans leurs foyers, on peut s'attendre au passage d'un grand nombre.

(*Observateur rhénan.*)

— On écrit de Posen, 25 mars, à midi :

« Hier au soir est arrivée la nouvelle de la mise en liberté des détenus politiques polonais emprisonnés à Berlin, ainsi que de l'ovation que le peuple de cette ville leur a faite que vous aurez lue dans ses journaux. Cette nouvelle a produit ici une grande joie; mais l'ordre n'a pas été troublé.

« Voici l'opinion d'un des chefs du gouvernement prussien d'ici, à la réception de cette nouvelle. « Ce n'est plus le roi, mais la rue qui gouverne à Berlin. Le roi n'aura rien à refuser à la députation partie d'ici, car le peuple de Berlin lui fera le même accueil qu'il a fait aux prisonniers de Monhabite. Votre nationalité est assurée. »

« Ce matin, une foule nombreuse s'est portée sur la chaussée de Berlin, dans l'attente des prisonniers. Une estafette a apporté la nouvelle qu'ils ne viendraient que ce soir ou demain matin. Elle apporte aussi l'autorisation du président du cabinet, comte d'Arnim, de porter la cocarde nationale et de former une garde nationale polonaise. La foule s'est portée immédiatement après la réception de ces nouvelles à l'hôtel de la présidence pour demander la formation et l'armement de la garde nationale.

« Le comité a proclamé aujourd'hui :

« 1° Une adresse aux habitants allemands de la province, où il leur promet toute sécurité;

« 2° Une adresse pareille aux juifs;

« 3° Une troisième au clergé, où il lui annonce que son chef fait partie de la députation au roi, et où il l'engage d'user de tout son ascendant pour maintenir le peuple dans l'ordre.

« Le bruit court que les officiers et les employés portent leurs meubles et leurs hardes à la citadelle, et que la troupe va quitter la ville ainsi que la province.

« *Quatre heures.* La troupe a évacué la ville; elle s'est retirée à la citadelle. Le comité a pris possession à l'hôtel de ville, où, pour le moment, il organise la garde nationale. Cinq cents fusils doivent être distribués aux citoyens.

« On assure que les Russes rassemblent des forces considérables à la frontière.

« Les Polonais fraternisent avec les Allemands. Au lieu d'une cocarde, on en porte deux : l'une aux couleurs polonaises, l'autre à celles de la république allemande. »

Une lettre, arrivée aujourd'hui de Pologne, donne les nouvelles suivantes :

« 50,000 Russes sont concentrés sur la frontière de la Galicie, à quelques lieues de Cracovie; 50,000 Russes occupent la Pologne russe. Varsovie, à elle seule, a une garnison de 20,000 hommes.

« La garde russe est déjà en grande partie en route pour la frontière du duché de Posen; des réserves ont été appelées de l'intérieur, et les corps stationnés du côté d'Odessa et vers la Turquie ont reçu l'ordre d'envoyer 15,000 hommes vers la Galicie.

« A ces nouvelles nous ajouterons que l'armée du Caucase va aussi être diminuée, et qu'elle a reçu l'ordre de se mettre sur une défensive absolue.

« Schamyl a organisé, à ce qu'il paraît, un service avec Constantinople, afin d'être au courant de ce qui se passe en Europe; son projet est de prendre l'offensive dès que les hostilités auront commencé en Pologne. On ne saurait oublier que 60 ou 80,000 Polonais se trouvent dans le Caucase.

« Le gouvernement n'est pas tranquille sur ce qui pourrait se passer dans la Russie méridionale; les Cosaques qui s'y trouvent ne supportent qu'à grand regret la dure domination du czar. Dans le royaume de Kasan, il règne une sourde manifestation. Ce royaume, situé entre la mer Blanche, les monts Oural et le Volga, est habité, sur une vaste étendue, par 4,000,000 de Tartares, qui ne supportent qu'à regret le joug de fer qui pèse sur eux. »

PRUSSE.

Berlin, 25 mars. — Le roi se fait démocrate. Il comprend ce que la situation a de périlleux : il est à la hauteur de sa mission. Les radicaux ne sont pas satisfaits. Ils ne veulent absolument pas du landtag (la diète). Ils demandent que le roi convoque immédiatement les assemblées primaires et qu'il proclame le suffrage universel.

Deux clubs se sont constitués.

ITALIE.

Parme est délivré.

Le grand-duc est parti.

Un gouvernement provisoire est constitué.

— La révolution de Parme n'a pas été longue. A la première nouvelle du soulèvement de Milan, tout le peuple est descendu dans la rue et est tombé sur les Autrichiens. Ceux-ci commençaient à tirer le canon, quand le grand-duc, épouvanté, fit publier la proclamation suivante :

« Désirant nous éloigner de ces Etats avec notre royale famille, nous nommons le comte Luigi San Vitale, le comte Girolamo Cantelli, l'avocat Ferdinand Maestri, l'avocat Pietro Gisla, et le professeur Pietro Pellegrini, membres d'une régence à laquelle nous transférons le suprême pouvoir, avec pleine liberté de prendre telles mesures et d'instituer telles lois qu'ils jugeront convenables dans les circonstances actuelles. »

— Le duc de Modène est en fuite.

— L'héroïque population de Milan a triomphé.

Les Autrichiens ont évacué la citadelle dans la nuit du 22 au 25. Ils sont partis en trois colonnes, dans la direction de Mantoue, Vérone et Plaisance.

Le jour précédent, un armistice de trois jours avait été conclu, pendant lequel les partis devaient conserver leurs positions respectives. Mais les Autrichiens ne se sont pas sentis le courage de recommencer la lutte.

— Le sang a coulé à Venise le 17 et le 18. Le gouverneur de Venise refusa l'élargissement des détenus politiques, réclamé le 17 par les citoyens; ceux-ci alors se portèrent sur la préfecture de police, place Saint-Sévère, et après un court combat, dans lequel il y eut quelques morts de part et d'autre, s'en rendirent maîtres et délivrèrent les prisonniers; aussitôt des drapeaux tricolores furent hissés sur les trois mâts, au piedestal de bronze qui s'élevait devant l'église Saint-Marc. Un régiment tudesque survint qui chargea la foule sur la grand-place et parvint à la refouler après une opiniâtre résistance; une vingtaine de morts restèrent sur le terrain. Mais l'insurrection menaçante fait trembler les autorités autrichiennes; on crie partout : *Vive l'Italie ! Vive la République !* Le gouverneur fait afficher une proclamation dans laquelle il déclare sa parole d'honneur que les troupes vont sortir de Venise, et que la garde nationale est convoquée pour le maintien de l'ordre. Ceci se passait le 19 au soir. Les Vénitiens portaient les trois couleurs sur la poitrine et demandaient des armes à la municipalité; et comme il est peu probable que les Autrichiens aient tenu leur parole d'évacuer la ville, il faut s'attendre à des nouvelles sanglantes.

« Le 19, une estafette est arrivée à Ferrare au commandant autrichien. Aussitôt toute la garnison s'est enfermée dans la citadelle et faisait des préparatifs de défense. »

— Voici ce qu'on écrit de Turin à la date du 25 :

« A Milan on se bat toujours avec un héroïsme sans exemple. Les troupes impériales interceptaient encore les communications entre la ville et les faubourgs en faisant feu du haut des remparts. Quoique une colonne de volontaires de la province soit parvenue à s'emparer d'une porte de la ville et à s'y introduire, les impériaux n'avaient pu être chassés de leur position, faute d'artillerie et de toutes munitions. Les Milanais, pour donner de leurs nouvelles au dehors, ont fait partir des ballons aérostatiques qui sont heureusement parvenus dans les campagnes déjà soulevées. Mantoue est en pleine insurrection; à Parme, la révolution est victorieuse; le duc est prisonnier aux mains du peuple, qui a institué un gouvernement provisoire en attendant la réunion de l'ex-duc à la reste de l'Italie. »

— La *Concordia* annonce, d'après des correspondances particulières de la frontière, que Plaisance, Parme, Modène et Carrare sont en pleine insurrection. Le bruit s'est même répandu que les ducs de Modène et de Parme sont en fuite.

Faits divers.

On annonce que M. de Châteaubriand se porte à l'Assemblée nationale dans le département d'Ille-et-Vilaine, où il est né.

— On paraît fort embarrassé de savoir quelle méthode on pourra employer pour contrôler la sincérité du dépouillement des suffrages, qu'on a calculé devoir porter sur 10,500,000 noms pour Paris seulement. Un

membre de l'académie des sciences a été chargé de s'occuper des moyens certains de contrôle.

Suivant une statistique curieuse, dressée par les soins du ministre de l'intérieur, il est reconnu qu'il y aura environ 500,000 électeurs dans le département de la Seine. Le Gouvernement provisoire, à tort ou à raison, croit que 150,000 ou 200,000 citoyens au plus prendront part aux élections, et qu'aucun candidat ne pourra être élu sans réunir environ 55,000 ou 40,000 suffrages.

— On a planté sur la place Saint-Georges un arbre de la liberté, jeune peuplier pris dans le jardin de M. Thiers.

L'ancien ministre s'est montré à la fenêtre; il avait l'air surpris. Peut-être ignorait-il que cet arbre-là poussait dans son jardin.

— Aujourd'hui encore un grand nombre d'arbres de la liberté ont été plantés et bénits sur divers points de la capitale, au milieu d'une affluence immense qui a écouté dans un religieux silence les diverses allocutions prononcées par le clergé et les citoyens. Partout la cérémonie s'est terminée par les cris de : *Vive la République !* et l'hymne de la *Marseillaise*.

— Plusieurs journaux ont annoncé qu'un garçon de recette du comptoir national s'était enfui en emportant une somme de 38,000 fr. L'administration est heureuse de pouvoir déclarer que ce fait est complètement inexact.

— Nous tenons de source certaine que M. Guizot a écrit au Gouvernement provisoire pour réclamer le montant de ses appointements du mois de février.

— Louis-Philippe avait placé 600,000 fr. de rentes sur le grand-livre de la dette publique; mais ce placement avait été fait sous divers noms supposés. M. Armand Marrast, pendant qu'il était administrateur momentané de la liste civile, a découvert cette possession, et les inscriptions ont été placées dans les mêmes conditions de surveillance que les autres biens qui ont appartenu à l'ex-roi.

— Le symbole républicain, adopté par les membres du Gouvernement provisoire, se compose de trois mains, dont deux se serrent et dont l'autre montre le ciel. Le deux mains jointes indiquent l'union qui fait la force, et la troisième montrant le ciel fait souvenir que toute sagesse vient de Dieu.

— On parle de la prochaine arrivée à Toulon de Méhémet-Ali, vice-roi d'Egypte. Ce prince sera reçu avec tous les honneurs dus à son rang.

— Nous sommes avertis officiellement que la cour d'appel de Riom, par une délibération prise hier en assemblée générale, a décidé que pendant toute la durée de la crise financière et industrielle, elle consacrerait le quart du traitement mensuel de tous ses membres pour l'établissement d'une caisse de prêt et d'escompte, pour venir en aide à la classe ouvrière de la ville de Riom. Elle a nommé une commission prise dans son sein pour s'entendre avec l'autorité municipale, avec les fonctionnaires publics et les habitants de la ville de Riom, qui seront engagés à concourir à cette œuvre.

(*Courrier de la Limagne.*)

— *Statistique.* — Voici le chiffre des espèces d'or et d'argent arrivées à Paris par les Messageries générales de France du 25 février au 12 mars 1848 :

De Brest, 51,900 fr.; de Rennes, 55,500 fr.; du Havre, 242,000,000 fr.; de Bruxelles, 265,000 fr.; de Lille, 52,000 fr.; de Cherbourg, 27,600 fr.; de Saint-Malo, 7,500 fr.; d'Alençon, 96,500 fr.; de Boulogne, 4,001,800 fr.; de Nantes, 29,500 fr.; de Calais, 12,200 fr.; de Saint-Quentin, 24,500 fr. Total : 2,421,400 fr.

— L'esprit de la vieille bureaucratie continue à dominer dans les bureaux de la guerre. On s'attendait à une modification complète dans le personnel des généraux commandant les divisions militaires et les départements. Cette mesure était prescrite par les soins de la plus vulgaire prudence, et donnait au ministre un moyen de rattacher énergiquement l'armée au Gouvernement républicain. Non-seulement on a conservé à leur poste la plupart des anciens généraux, mais quand, par hasard, on a eu le courage de faire un changement, on a fait choix de généraux compromis : les anciennes influences qui entouraient le ministre ont même eu le crédit de faire nommer des hommes assez inféodés au gouvernement de Louis-Philippe pour se déclarer satisfaits en présence du système de honte et de corruption qui a pesé sur la France. Le Gouvernement provisoire, en protestant de son respect pour la liberté des électeurs, disait qu'il se bornerait à neutraliser les influences qui avaient perverti et dénaturé l'élection. Croit-on que l'arrivée de fonctionnaires investis par surprise, sans aucun doute, de la confiance d'un ministre, soit de nature à favoriser l'indépendance du vote et à fortifier la foi du citoyen ?

(*National.*)

— Hier a eu lieu le convoi funèbre du citoyen Bichuin, ferblantier-lampiste, membre de la 1^{re} légion de la garde nationale, mort des suites d'une blessure reçue, le 24 février, dans la rue Saint-Martin.

Le convoi, sorti des Tuileries, s'est rendu à Saint-Germain-l'Auxerrois, où un service funèbre avait été splendidement préparé. Les généraux Courtais et Guinard l'accompagnaient à la tête de l'état-major de la garde nationale; puis venaient des députations d'ouvriers de différents corps, des marins de sauvetage, des bataillons de la garde mobile, des détachements de toutes les légions de la garde nationale et la foule des blessés de notre glorieuse révolution. Tous suivaient dans un profond recueillement. Le corps, embaumé, a été déposé au cimetière Montmartre.

Nous nous faisons un devoir de publier ces détails pour que chacun sache que la République se fait un devoir d'honorer la mémoire de ceux qui sont morts pour elle.

— Les citoyens des Besses-Pyrénées résidant à Paris sont priés de se réunir, salle des Batailles, au Palais-National, jeudi 30 mars, à 7 heures 1/2 du soir.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CARAIGNE.

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.